

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX (1) 43.31.19.83  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

### D 1653 MEXIQUE: STRATÉGIES D'ÉGLISE DIVERGENTES

Au sein des 78 juridictions ecclésiastiques (archevêchés, évêchés, prélatu- res et vicariats apostoliques) du Mexique, un groupe régional est à distinguer ici: celui du Pacifique-Sud, recouvrant les deux Etats d'Oaxaca et de Chiapas. Cette région englobe les évêchés d'Oaxaca, Tehuantepec, Tuxtla Gutiérrez, San Cristóbal de las Casas et Tapachula, ainsi que les prélatu- res de Mixes et d'Huautla.

Le groupe des évêques responsables de ces juridictions ecclésiastiques du Pacifique-Sud s'est signalé depuis des années par la publication de documents magistraux publiés conjointement, dans le sens de l'engagement pastoral au service des populations indiennes démunies. Voici la liste de ces déclarations pastorales:

- "Notre engagement chrétien avec les Indiens et les paysans de la région Pacifique-Sud", 12 décembre 1977;
- "Réfugiés guatémaltèques au Chiapas", 27 février 1982;
- "Vivre chrétiennement l'engagement politique", 19 mars 1982;
- Message de Pâques sur "les pauvres, signe de résurrection", 22 avril 1984;
- "Le trafic de drogue, une préoccupation pastorale", 1er mai 1984;
- "Sur la situation des réfugiés" (guatémaltèques), 23 mai 1984;
- "Evangile et biens temporels", 21 juin 1985.

A quoi on peut ajouter la "Lettre pastorale sur la situation du peuple qui lutte pour la justice" de Mgr Rufz, évêque de San Cristóbal de las Casas, le 17 octobre 1985.

Depuis 1985, la publication de tels documents a pratiquement cessé. On note simplement l'apparition, le 7 avril 1989, d'un document de quatorze évêques mexicains (dont cinq signataires appartenant au groupe du Pacifique-Sud) intitulé "Message pastoral aux communautés ecclésiales de base présentes dans nos Eglises particulières" (cf. DIAL D 1420).

L'intérêt des déclarations des évêques du Pacifique-Sud tient à la priorité retenue pour le travail pastoral sur le terrain: les populations les plus démunies que sont les Indiens (cf. DIAL D 233, 459 et 1523) et les paysans, aux prises avec les intérêts des grands exploitants agricoles et éleveurs de la région (cf. DIAL D 727). D'où la situation de conflit permanents (cf. DIAL D 320, 340, 918, 1118) et de heurts sérieux avec les autorités civiles (cf. DIAL D 1513 et 1523). Le profil des évêques du Pacifique-Sud est parfaitement résumé dans le portrait de l'évêque de San Cristóbal de las Casas (cf. DIAL D 1016).

Mais cette stratégie pastorale - qui se veut évangélique dans ses choix en faveur des plus pauvres, et qui est à hauts risques du point de vue social et politique - est loin de faire l'unanimité dans l'Eglise catholique. C'est le cas à la délégation apostolique de Mexico (il n'y a pas de nonce au Mexique en raison de l'absence de relations diplomatiques avec l'Etat du Vatican; Mgr Girolamo Prigione, actuel délégué apostolique à Mexico depuis 1978, est officiellement, à partir du 24 avril 1990, "invité spécial permanent de Sa Sainteté auprès du président de la République du Mexique"). Le conflit larvé va progressivement se fixer sur trois personnes: Mgr Lona Reyes, de Tehuantepec; Mgr Samuel Rufz, de San Cristóbal de las Casas; et Mgr Bartolomé Carrasco, archevêque d'Oaxaca.

Effectivement, après de violentes campagnes d'opinion publique voire des coups de main lancés en 1983 puis 1987 contre Mgr Lona Reyes et Mgr Samuel Rufz par des hommes politiques et des milieux de nantis, ces évêques font chacun l'objet d'une enquête canonique. Quant à l'archevêque d'Oaxaca, suite à sa demande d'un évêque auxiliaire, il se voit affecter en avril 1988 un évêque coadjuteur muni de pouvoirs spéciaux en vertu desquels l'archevêque titulaire est pratiquement cantonné aux seules tâches administratives, situation qui dure à l'heure actuelle.

Il y a un autre élément déterminant en la matière. Il s'agit du projet - aujourd'hui bien avancé - de réforme de la Constitution mexicaine. L'un des points en discussion est précisément une modification radicale de la situation d'exclusion totale faite à l'Eglise catholique (cf. DIAL D 1492): l'Etat mexicain s'apprête à lui reconnaître désormais un statut légal, et donc à normaliser ses relations diplomatiques avec le Saint-Siège.

Le lecteur comprendra mieux, dans ce contexte, la signification des déclarations ci-dessous faites au journal mexicain *La Jornada* du 25 septembre 1991 par l'évêque de Tehuantepec.

**Mgr Lona Reyes:**  
**LE DÉLÉGUÉ APOSTOLIQUE CHERCHE À EN FINIR**  
**AVEC LA PASTORALE DU PACIFIQUE-SUD**

De notre envoyée spéciale Rosa Rojas à Tehuantepec, Etat d'Oaxaca.

Mgr Arturo Lona Reyes, évêque de Tehuantepec depuis vingt ans, a déclaré qu'il y a eu toute une "stratégie militaire" de la part de la Délégation apostolique pour affaiblir, diviser et anéantir la pastorale du Pacifique-Sud recouvrant les Etats de Chiapas et d'Oaxaca.

Au cours d'une longue interview, Mgr Lona Reyes a expliqué que cette pastorale a privilégié l'accompagnement du peuple et n'a pas donné la priorité aux relations Eglise-Etat. Cela "n'a pas plu dès le départ à certains frères évêques, surtout à la Délégation apostolique qui ne nous a jamais soutenus sur le plan pastoral. On nous a toujours accusés, pour certains d'entre nous, de marxistes, de gens agités et indisciplinés".

À propos des problèmes qui affectent Los Chimalapas, un secteur situé dans son diocèse, l'évêque a dit qu'il s'est efforcé "d'avoir une attitude tactique envers le gouvernement de l'Etat. Depuis vingt ans c'est le premier gouverneur - Heladio Ramírez López - qui manifeste une certaine attention pour notre région de l'Isthme; mais ses assesseurs sont affligeants, ils font tout à moitié".

Elargissant sa réflexion aux problèmes qui sous-tendent la pastorale de la région Pacifique-Sud, l'évêque de Tehuantepec - "capitale spirituelle de l'Isthme" - a ajouté: "Notre priorité n'est pas la question des relations Eglise-Etat. Nous sommes bien davantage préoccupés des relations Eglise-peuple. Nous posons la question, au titre du discernement: qu'est-ce qui est le plus important? Les relations Eglise-Etat? ou la survie dans la dignité de nos peuples pauvres? Cette façon de voir nous a valu l'indifférence envers notre travail pastoral. La situation du Pacifique-Sud est très préoccupante."

Il a précisé que, d'abord, il avait fait "l'objet d'une visite canonique qui avait été humiliante puisqu'on mettait en doute mon orthodoxie pastorale et qu'on prétendait que les mouvements d'Eglise étaient trop "horizontalistes", que nous ne parlions pas de la transcendance, que les communautés de base étaient politisées, qu'on n'avait pas reçu de rapports sur le diocèse depuis 1971, date de mon arrivée dans le diocèse; bref, toutes ces choses qui sont de la diffamation".

Il a expliqué qu'après avoir reçu une lettre du cardinal chargé des évêques au plan mondial, Mgr Bernardino Bantan (1) il s'était rendu à Rome pour se disculper de l'allégation diffamatoire de n'avoir pas fait parvenir ses rapports et de ne pas être dans l'orthodoxie. "Quand j'ai montré les copies des statistiques et des rapports que j'avais envoyés depuis 1971, il m'a demandé: Avez-vous copie de tout cela? J'ai répondu: Tenez, les voici. Et j'ai ajouté que cette visite m'attristait. Pourtant depuis lors, je n'ai été aucunement disculpé des accusations et des doutes qui continuent de peser sur moi."

Il y a eu ensuite la nomination d'un évêque coadjuteur à Oaxaca, "imposé à Mgr l'archevêque Bartolomé Carrasco et doté de pouvoirs spéciaux concernant la discipline du clergé (2). L'archevêque s'est ainsi vu retirer ses prérogatives, en particulier la formation des futurs prêtres. Il ne lui est plus resté que les tâches administratives. C'est pourtant un homme honnête, vertueux, qui est pour nous exemplaire dans notre tâche apostolique du Pacifique-Sud".

Mgr Lona Reyes s'est plaint de ce que l'Eglise catholique du Mexique semble s'arrêter au sud de Puebla: "pour tout le reste, c'est-à-dire les Etats d'Oaxaca

et de Chiapas, nous avons l'impression d'être abandonnés. On nous a fermé le séminaire régional de Tehuacán en novembre de l'année dernière, alors qu'il fonctionnait depuis près de vingt-deux ans; on n'a même pas attendu les vingt-cinq ans de ses noces d'argent. Ce sont là autant de coups montrant qu'on n'est pas d'accord avec notre travail d'accompagnement du peuple, ce qui est notre 'crime'."

Il a ajouté qu'ils sont jugés, depuis le centre, "à la légère, dans l'ignorance des conditions douloureuses de l'accompagnement du peuple tel que nous le faisons, et sans voir les conflits socio-politiques ni l'instabilité de la situation. Il se trouve que les mouvements populaires se renforcent beaucoup dans notre région; on en conclut que c'est le résultat de notre intervention, puisque nous sommes 'sortis de notre mission religieuse'. On nous accuse d'être derrière ces mouvements, comme la coalition ouvrière, paysanne et étudiante de l'Isthme (COCEI) avec son histoire de martyrs, de lutte pour la terre comme aussi pour le pouvoir, mouvements qui sont très actifs politiquement."

A la question que nous lui avons posée, de savoir si le fait d'être moins intéressé aux relations Eglise-Etat qu'à l'accompagnement du peuple, ajouté au fait de l'offensive de la Délégation apostolique contre la pastorale du Pacifique-Sud, impliquait une certaine convergence des volontés entre les responsables de l'Eglise et ceux de l'Etat pour une neutralisation de ces mouvements à travers la neutralisation de la pastorale des diocèses d'Oaxaca et de Chiapas, Mgr Lona Reyes a répondu: "Je ne m'avancerais pas à l'affirmer aussi explicitement. Tacitement, il se peut que ces volontés existent à ces niveaux respectifs. Je pourrais parfois le supposer, voire le penser de façon fondée, quand je constate qu'en cas de conflit - je parle ici de Tehuantepec - le délégué apostolique me fait remarquer que j'ai agi de façon imprudente."

Il a ajouté qu'après qu'il ait fait certaines déclarations à la presse, le délégué apostolique, Mgr Geronimo Prigione l'avait "moralement obligé d'aller présenter ses excuses aux représentants de l'Etat, à quoi je réponds pour ma défense: pourquoi irais-je présenter mes excuses si ce que j'ai dit au journal est la vérité? La chose s'est produite à plusieurs reprises, comme dans le cas des postes de contrôle des migrations ou dans celui des réfugiés guatémaltèques. J'ai alors constaté que Monseigneur le Délégué ne prend pas la défense de l'évêque, mais, en tant que diplomate, prend la défense du secrétaire d'Etat. Cela me donne à penser qu'il y a effectivement une convergence entre eux en la matière: une négociation diplomatique. C'est comme ça que je vois la chose. Je sais déjà que quand cet article va paraître, il va me faire des remarques. Mais c'est comme ça."

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

---

(1) Orthographe erronée. Il s'agit en fait du cardinal Gantin (NdT).

(2) Il s'agit de Mgr Héctor Gonzalez Martinez, arrivé à Oaxaca le 6 avril 1988. Le conflit a éclaté ouvertement avec l'assemblée générale des prêtres du diocèse de novembre 1989. Une entrevue entre le délégué apostolique et 15 des 16 doyens du diocèse, le 7 mars 1990, s'est soldée par un échec total (NdT).